



Best Available Copy

PTO/SB/81 (01-06)

POWER OF ATTORNEY and CORRESPONDENCE ADDRESS INDICATION FORM	Application Number	10/693,296
	Filing Date	October 24, 2003
	First Named Inventor	Astegno, Pierre
	Title	METHOD AND DEVICE FOR CHANGING A SEMICONDUCTOR WAFER POSITION
	Art Unit	3652
	Examiner Name	Gregory W. Adams
	Attorney Docket Number	013132-003610US

I hereby revoke all previous powers of attorney given in the above-identified application.

I hereby appoint:

☒ Practitioners associated with the Customer Number: 20350

OR

☐ Practitioner(s) named below:

Name	Registration Number

as my/our attorney(s) or agent(s) to prosecute the application identified above, and to transact all business in the United States Patent and Trademark Office connected therewith.

Please recognize or change the correspondence address for the above-identified application to:

☒ The address associated with the above-mentioned Customer Number:

OR

☐ The address associated with Customer Number:

OR

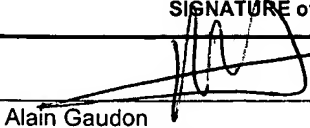
<input type="checkbox"/> Firm or Individual Name			
Address			
City		State	Zip
Country			
Telephone		Email	

I am the:

☐ Applicant/Inventor.

☒ Assignee of record of the entire interest. See 37 CFR 3.71.
Statement under 37 CFR 3.73(b) is enclosed. (Form PTO/SB/96).

SIGNATURE of Applicant or Assignee of Record

Signature		Date	4/18/06
Name	Alain Gaudon	Telephone	011-33-5-62-13-49-22
Title and Company	Deputy CEO, Recif Technologies SAS		

NOTE: Signatures of all the inventors or assignees of record of the entire interest or their representative(s) are required. Submit multiple forms if more than one signature is required, see below*.

☒ *Total of 1 forms are submitted.

**STATEMENT UNDER 37 CFR 3.73(b)**Applicant/Patent Owner: Pierre Astegno et al.Application No./Patent No./Control No.: 10/693,296 Filed/Issue Date: October 24, 2003Entitled: METHOD AND DEVICE FOR CHANGING A SEMICONDUCTOR WAFER POSITIONRecif Technologies SAS, a company

(Name of Assignee)

(Type of Assignee: corporation, partnership, university, government agency, etc.)

states that it is:

1. ☒ the assignee of the entire right, title, and interest; or
2. ☐ an assignee of less than the entire right, title and interest.
(The extent (by percentage) of its ownership interest is _____ %)

in the patent application/patent identified above by virtue of either:

- A. ☐ An assignment from the inventor(s) of the patent application/patent identified above. The assignment was recorded in the United States Patent and Trademark Office at Reel _____, Frame _____, or a true copy of the original assignment is attached.

OR

- B. ☒ A chain of title from the inventor(s), of the patent application/patent identified above, to the current assignee as follows:

1. From: Pierre Astegno, Ekaterina Esteve, and Alain Gaudon To: Recif, S.A.

The document was recorded in the United States Patent and Trademark Office at
Reel 011281, Frame 0041, or for which a copy thereof is attached.

2. From: Recif, S.A. To: Recif Technologies SAS

The document was recorded in the United States Patent and Trademark Office at
Reel _____, Frame _____, or for which a copy thereof is attached.

3. From: _____ To: _____

The document was recorded in the United States Patent and Trademark Office at
Reel _____, Frame _____, or for which a copy thereof is attached.

- ☐ Additional documents in the chain of title are listed on a supplemental sheet.

As required by 37 CFR 3.73(b)(1)(i), the documentary evidence of the chain of title from the original owner to the assignee was, or concurrently is being, submitted for recordation pursuant to 37 CFR 3.11

[NOTE: A separate copy (i.e., a true copy of the original assignment document(s)) must be submitted to Assignment Division in accordance with 37 CFR Part 3, to record the assignment in the records of the USPTO. See MPEP 302.08]

The undersigned (whose title is supplied below) is authorized to act on behalf of the assignee.


Signature

Alain Gaudon

Printed or Typed Name

Deputy CEO, Recif Technologies SAS

Title

Date

4/18/06
011-33-5-62-13-49-22

Telephone Number



NUMERO D'INSCRIPTION AU REPERTOIRE GENERAL : 2005005052

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

A l'audience du 05.07.2005
a été prononcé publiquement le jugement
rendu en premier ressort.

Par :

Monsieur MOULAS , Président

assisté de Monsieur GIUSEPPIN , Greffier

Après que la cause ait été débattue en Chambre du Conseil le 28.06.2005 en la présence de
Monsieur DELPERIE, Vice Procureur de la République,

devant Monsieur MOULAS , Président

Monsieur DORMIN
Monsieur REYMOND , Juges

assistés de Monsieur GIUSEPPIN , Greffier

et après qu'il en ait été délibéré par les juges ayant assisté aux débats.

Par jugement en date du 29.04.2005, ce Tribunal a ouvert une procédure de redressement
judiciaire, sous le régime général, en faveur de :

**la SA RECIF
ROUTE DE SEILH
ZI DU MOULIN
31840 AUSSONNE**

Ont été désignés :

JUGE COMMISSAIRE : M. DELTORN
REPRESENTANT DES CREANCIERS : Me REY
ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE..... : Me CAVIGLIOLI, avec mission d'assistance
EXPERT : M. DESPERON

Il a été décidé que la période d'observation se terminerait le 29.10.2005, tout en fixant au
27.09.2005 la date de la prochaine comparution en chambre du conseil afin qu'il soit statué
sur la poursuite de l'activité ou le prononcé de la liquidation judiciaire.

Au regard tout à la fois

- de l'impossibilité d'envisager tout projet de plan de redressement par voie de continuation compte tenu de l'importance du passif généré qui a été déclaré par le dirigeant social, à l'ouverture de la procédure collective; pour un montant de 17 179 390 euros et des résultats jusque là réalisés par le groupe RECIF avec des pertes successives, selon les comptes consolidés dudit groupe, à hauteur de - 5 943 000 euros au 31.12.2002, de - 5 182 000 euros au 31.12.2003 et de - 10 896 000 euros au 31.12.2004,
- de la situation comptable de la SA RECIF arrêtée au 28.04.2005 qui fait état d'un nouveau résultat net négatif à hauteur de - 945 000 euros, après une dépréciation totale des titres de participation et de l'intégralité des comptes courants des filiales,
- du ralentissement de l'activité du marché du semi-conducteur ainsi que de l'impact du dépôt de bilan de la SA RECIF qui rendent la situation complexe dès le mois de juillet 2005, avec des prévisions de trésorerie négatives au cours du mois d'août 2005,
- de la recherche de candidats cessionnaires initiée par l'administrateur judiciaire dès l'ouverture de la procédure collective et du dépôt d'un seul projet de plan de redressement par voie de cession totale de l'entreprise, sachant que le groupe BROOKS s'est pour sa part porté uniquement acquéreur des titres de la filiale de production Biélorusse située à MINSK alors que ladite filiale n'est pas concernée par la présente procédure collective,
- de l'urgence à ce qu'une décision soit prise dans le cadre de cette affaire,

Me CAVIGLIOLI, ès qualité, a demandé au greffier de ce Tribunal de bien vouloir fixer l'affaire en chambre du conseil à l'audience du 28.06.2005 afin qu'il soit statué sur l'offre de reprise déposée par le groupe FUNACHEM; étant précisé qu'en raison de la brièveté du délai séparant sa demande de fixation en chambre du conseil de l'audience prévue le 28.06.2005, l'administrateur judiciaire se devait d'aviser de la date de l'audience le candidat cessionnaire ainsi que les cocontractants dont la convocation était nécessaire en vertu des dispositions des articles L.621-88 et L.621-96 alinéa 3 du Code de Commerce.

A ce titre, étaient ainsi concernés :

* En application des dispositions de l'article L.621-88 du Code de Commerce :

- . la SCI PCM,
- . la SARL PAJ,
- . M. Christian PEYROUSET,
- . M. Maxime ELBAZ,

* En application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3 du Code de Commerce :

- . M. Bernard POLY (BNP PARIBAS),
- . M. Alain RETIVEAU (CREDIT LYONNAIS),
- . M. Marc BORDENAVE (SOCIETE GENERALE).

Le Ministère Public a pour sa part été informé de la date de l'audience par les soins du Greffier.

L'administrateur judiciaire a déposé au greffe de ce Tribunal le 28.06.2005 son rapport contenant le bilan économique et social de la SA RECIF et le projet de plan de redressement par voie de cession présenté par le groupe FINUCHEM.

La présentation qu'il a faite dudit projet de plan est la suivante :

I/ Présentation du groupe FINUCHEM

FINUCHEM a été créée en 1990 par Jean-Pierre Gorgé, son actuel Président et actionnaire majoritaire.

Le groupe s'est successivement développé en robotique sous-marine, aéronautique et automobile. FINUCHEM est aujourd'hui le leader français indépendant en robotique. La société est cotée sur le segment Eurolist C de la bourse de Paris.

Après une phase de forte croissance (chiffre d'affaires multiplié par 6 en 4 ans), le groupe s'est structuré pendant une phase de consolidation des acquisitions. Cette phase est aujourd'hui achevée et le groupe souhaite décliner son savoir faire industriel sur des marchés connexes ayant des logiques d'exploitation similaires aux activités actuelles.

II/ Périmètre de l'Offre

• Les actifs repris

L'offre de reprise porte sur les actifs de la société RECIF tels que visés ci-dessous et qui devront être cédés libres de toutes sûretés, nantissements et garanties.

Eléments incorporels

- La clientèle, l'achalandage et le nom commercial ;
- Tous les droits de propriété industrielle (brevets, licences de savoir-faire, licences de brevets, etc.) dont est, ou pourrait être, titulaire RECIF.
- Toutes les marques déposées par RECIF.
- Et plus généralement, tous les droits incorporels attachés à la société RECIF à l'exclusion de toute subvention, dépôt de garantie, cautionnement et créances fiscales éventuels.

Le prix offert pour les éléments incorporels est de 30 000 euros hors droits et taxes.

Eléments corporels

L'ensemble des terrains, des constructions, du matériel, du mobilier et de l'outillage appartenant à RECIF ainsi que les agencements et installations servant à l'exploitation, sans exception ni réserve, en ce compris les logiciels informatiques ainsi que tous les droits d'utilisation des logiciels à l'exception des matériels faisant l'objet d'un nantissement.

Le terrain situé à AUSSONNE, sur lequel il est envisagé la construction d'un nouveau bâtiment pouvant accueillir des équipes de FINUCHEM (ECA Aéro) et de RECIF, sera repris pour un prix de 750 000 euros comprenant les crédits éventuels ayant servi à son financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3. Dans l'attente d'une expertise éventuelle, ce prix a été estimé en prenant en compte le prix d'achat (500 Keuros) ainsi que les 3 offres reçues de manière informelle par la société RECIF et dont les prix s'échelonnent entre 600 Keuros et 1 125 KEUROS.

Les machines (dont la liste a été annexée à l'offre de reprise), faisant l'objet d'un nantissement, seront reprises pour un prix de 250 000 comprenant les crédits éventuels ayant servi à leur financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3. Ce prix comprend le remboursement du capital des emprunts et ne comprend pas les intérêts correspondants qui seront réglés directement par le repreneur.

Le prix offert pour les autres éléments corporels non nantis est de 150 000 euros hors droits et taxes.

Stocks

En l'absence d'inventaire actualisé des stocks. Le prix offert pour les stocks non gagés est estimé à une valeur forfaitaire de 150 000 euros hors droits et taxes qui prend en compte l'obsolescence de la majorité du stock engendrée par la sortie incessante de nouvelles versions des machines. Ce montant s'entend sous réserve d'être libéré de toute clause de réserve de propriété. Dans l'hypothèse où certains éléments de stock feraient l'objet d'une telle réserve, le repreneur pourra soit restituer lesdits éléments, soit faire son affaire personnelle de la revendication.

Les stocks gagés ne sont pas repris. Le repreneur est à la disposition des créanciers titulaires du gage pour étudier un rachat éventuel de certains éléments du stock pouvant être utilisés.

Travaux en cours

Le prix de l'offre pour les travaux en cours est de 200 000 euros.

Titres de participation

L'offre de reprise porte également sur les titres de participation correspondants aux filiales suivantes :

RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taïwan, SYROB, SEMITECH, STTS

Les créances que pourraient détenir RECIF sur les filiales RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taïwan, SYROB, SEMITECH, STTS, seront rachetées par RECIF technologies à l'euro symbolique.

Le prix offert pour les titres de participation est de 350 000 euros hors droits et taxes (à raison de 5 000 euros pour les titres RECIF Tunisie, 5 000 euros pour les titres RECIF inc, 5000 euros pour les titres RECIF Taïwan, 328 000 euros pour les titres SYROB, 5 000 euros pour les titres SEMITECH, 2000 pour les titres STTS).

Comptes clients

Le compte client est exclu du périmètre de la reprise.

• Les contrats poursuivis

En l'absence de liste des contrats en cours, FINUCHEM propose d'étudier ultérieurement la liste des contrats qui pourront être repris.

En sus du prix offert, FINUCHEM acquittera la charge des loyers à échoir sur les listes des contrats de crédit-bail mobilier éventuellement repris, à compter du jour de l'entrée en jouissance de la RECIF Technologies à l'exclusion de tout arriéré de loyer.

Contrat de bail

FINUCHEM ne souhaite pas poursuivre le ou les contrats afférents à la location des locaux occupés par RECIF. En revanche, le repreneur souhaite pouvoir être maintenu dans les lieux pour une durée de six mois renouvelable une fois. Pour cette occupation le repreneur remboursera à l'Administrateur le loyer et les charges qu'il a dû engager pour conserver la jouissance des locaux.

Dans l'attente de la construction éventuelle de nouveaux bâtiments sur le terrain mitoyen, il est demandé de reprendre la location des locaux occupés par RECIF sous la forme d'un bail précaire de 6 mois renouvelable 1 fois.

• Autres conditions

FINUCHEM souhaite reprendre les actifs visés ci-dessus. Ces actifs devront être délivrés libres de toutes inscriptions, de nantissement, privilège ou autres sûretés. Conformément aux dispositions de la loi du 25 janvier 1985, il est précisé qu'aucune cession des actifs repris n'est prévue au cours des deux années suivant la cession.

III/ Prix de cession

• Prix et ventilation

L'offre est faite moyennant un prix global et forfaitaire de 1 880 000 euros hors droits et taxes en y ajoutant les passifs repris, ce montant se porte à 5 080 000 euros. Le prix offert se décompose comme suit :

	TOTAL	Valeur dans le bilan de RECIF SA au 31.12.2004
I - Fonds d'industrie		
• Eléments incorporels	30 000 euros	222 451 euros
• Eléments financiers (titres de participations)	350 000 euros	267 877 euros
• Eléments corporels		
o Terrain	750 000 euros	490 569 euros
o Autres éléments corporels	400 000 euros	10 382 euros
II – Stocks	150 000 euros	1 286 052 euros
III – Travaux en cours	200 000 euros	5 729 780 euros
Total prix offert	1 880 000 euros	8 007 201 euros

Remarque :

Les valorisations de travaux en-cours au 31.12.2004, soit la somme de 5 729 780 euros, regroupent des éléments disparates. Figurent ainsi dans ce total des machines prêtées aux clients pour environ 1 000 000 euros et dont la récupération et la valeur marchandes sont incertaines.

De plus, depuis cette date des machines ont été livrées aux clients pour environ 1 000 000 euros.

La valorisation des en-cours qui concerne les marchandises dites « 300 mm » ressort à ce jour à environ 2 000 000 euros.

Ce sont les seules machines qui intéressent le repreneur, le stock de machines « 200 mm » étant, selon lui, un stock dont la rotation à court terme n'est pas démontrée.

- Modalités de paiement

Le prix des éléments cédés sera payé comptant le jour de la signature des actes de cession des actifs de RECIF.

- Garanties souscrites en vues d'assurer l'exécution de l'offre.

Un chèque de banque sera fourni par la société repreneur en garantie du paiement de ce prix, le jour de l'audience au cours de laquelle la présente offre sera examinée.

IV/ Plan financier

Ainsi qu'il résulte des documents comptables prévisionnels présentés ci-après le besoin en fonds de roulement de RECIF Technologies est estimé à environ 4 millions d'euros pour les 12 premiers mois. Le plan de charge particulièrement faible pour les six mois à venir communiqué par la direction conduit à anticiper une perte d'exploitation de l'ordre de 2 millions d'euros sur les six premiers mois. Le besoin de financement direct de l'exploitation est donc estimé à 6 millions d'euros.

- Budgets prévisionnels d'exploitation et de trésorerie.

Perspectives d'activité et d'exploitation

Les principales hypothèses qui sous-tendent le compte d'exploitation prévisionnel de RECIF Technologies 2005-2006 (exercice décalé de 12 mois, commençant au 1^{er} juillet et finissant au 30 juin), 2006-2007 et 2007-2008 sont les suivantes :

- les budgets ont été estimés en fonction des prévisions commerciales établies par le management de l'entreprise. Pour tenir compte des perturbations liées au redémarrage progressif d'une activité normale, nous les avons affectée d'un coefficient de prudence. Le projet de reprise prend également en compte la sous-traitance confiée par FINUCHEM à RECIF. Cette charge nouvelle en étude et fabrication pourrait représenter jusqu'à 3 millions d'euros par an. De même ces prévisions ne prennent pas en compte d'autres opérations de croissance externe dans le domaine du semi-conducteur qui seront réalisées ultérieurement par FINUCHEM. En effet, une autre société évoluant dans le même secteur d'activité pourrait être acquise par FINUCHEM avant la fin de l'année.

		Chiffre d'affaires (M.euros)
2005-2006		
(12mois)		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	19.5 M.euros
	Synergie Groupe	1.5 M.euros
	Total	21 M.euros
2006-2007		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	23 M.euros
	Synergies Groupe	2 M.euros
	Total	25 M.euros
2007-2008		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	25 M. euros
	Synergies Groupe	3 M.euros
	Total	28 M.euros

Le budget des autres charges, en particulier les frais généraux et les frais de personnel, a été estimé en fonction de la structure de l'entreprise existante, ramené à l'hypothèse du nombre de salariés repris et des nouvelles embauches estimées nécessaires au niveau d'activité supposé et du coût de fonctionnement d'une entité et d'une organisation juridique simplifiée.

Les impôts et taxes tiennent compte de la taxe professionnelle.

Les charges financières, correspondent au financement du besoin en fonds de roulement et à l'endettement à moyen terme.

Les amortissements ont été calculés forfaitairement en fonction de la valeur des actifs repris et d'investissements supplémentaires à prévoir.

Il en résulte le compte d'exploitation prévisionnel suivant (en M.euros) :

	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires (M.euros)	21.5	25.0	28.0
Achats directs	-9.2	-10.6	-11.2
Frais généraux	-2.0	-2.0	-2.1
Frais de personnel	-9.0	-8.8	-9.0
Impôts et taxes	-0.8	-0.8	-0.9
Amortissements	-0.7	-1.0	-1.5
Frais financiers	-0.8	-0.5	-0.6
Impôts sur les bénéfices	0.0	-0.1	-0.9
Résultat net	-1.0	1.2	1.8

RECIF Technologies devra également assumer un certain nombre d'investissements et notamment dans les secteurs suivants :

- o Refonte totale du système informatique ;
- o Reprise des investissements industriels stoppés depuis plus de trois ans.
- o Constructions ou réaménagements de bâtiments à Toulouse et dans les filiales.

Le montant global de ces investissements est de l'ordre de 1.5 millions d'euros par an.

La prise en compte des éléments précédents permet d'établir le coût financier global encouru par le repreneur dès la reprise :

	Côût financier pour le repreneur en M. euros
Reprise des fonds d'industrie	1.180.000
Reprise des stocks	150.000
Reprise des travaux en cours	200.000
Reprise des titres de participation	350.000
Prix payé	1.880.000
Prise en charge des passifs liés aux congés payés dus ou acquis et RTT des personnels repris	400.000
Prise en charge des passifs pour garantie et service après vente	2.800.000
<u>Total 1 (prix offert et passifs repris)</u>	<u>5.080.000</u>
Financement du BFR et pertes d'exploitation	6.000.000
Investissements	1.500.000
<u>Total 2 (autres charges financières)</u>	<u>7.500.000</u>
Total général	12.580.000

V/Plan de Financement :

Le plan de financement prévisionnel est construit selon les hypothèses suivantes :

- o Le capital social de la nouvelle société est de 2 M.euros intégralement libéré dès la souscription.
- o Les actionnaires apportent en compte courant une somme de 7,58 M.euros ; ce compte courant sera, le cas échéant, incorporé au capital de la société nouvelle en fonction de ses besoins de financement stable.
- o Une partie des besoins en fonds de roulement d'exploitation seront partiellement financés par des concours bancaires court termes (mobilisation de créances, escompte...etc...)
- o Les investissements seront financés sur fonds propres.

Sur la base de ces hypothèses, il en résulte le plan de financement prévisionnel suivant (en Meuros) :

Ressources en Meuros	2006	2007	2008
Apport en capital	2.0	0.0	0.0
Apport en C/C	7.2	0.0	0.0
Concours bancaires	1.0	1.2	0.0
Capacité d'autofinancement	0.3	2.1	3.3
Total	9.9	3.3	3.3

Besoins Meuros	2006	2007	2008
Frais d'établissement	0.2	0.0	0.0
Prix de cession	1.5	0.0	0.0
Passif repris	2.7	0.5	0.0
Investissements	1.5	1.5	1.5
Variation du BFR	4.0	1.3	0.8
Diminution des concours bancaires	0.0	0.0	1.1
Total	9.9	3.3	3.3

VII/ Plan social :

Salariés repris :

La société RECIF a compté jusqu'à 400 salariés à TOULOUSE. Elle a subi 4 plans sociaux successifs qui n'ont pas pour autant permis un retour à la rentabilité. La société vient même de clôturer son pire exercice avec des pertes supérieures à 10 M.euros. Le repreneur a déjà repris avec succès des sociétés en difficultés et pense disposer d'une bonne expertise dans le redémarrage d'activités. Les traumatismes successifs engendrés par ces 4 années de réduction d'effectifs ont durement marqué les forces vives de la société. Il semble primordial d'insuffler un nouvel espoir dans la société, en repartant sur de nouvelles bases et un nouveau projet d'entreprise porté par une nouvelle direction.

Les emplois préservés ou créés se portent à 70.

La reprise des filiales étrangères portera les effectifs repris à un total de 637 personnes.

La liste des salariés non repris et leur qualification pourra être transmise à FINUCHEM qui s'emploiera à rechercher des reclassements au sein du groupe notamment sur le site de Toulouse.

Conditions :

L'ensemble des personnels repris, conformément aux dispositions de l'article L.122.12 du Code du Travail, le sera avec maintien de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur protection sociale (Mutuelle). Ils continueront à être soumis à la même Convention Collective.

La société repreneur prendra à sa charge les droits aux congés payés dus ou acquis aux personnels repris.

Les éléments de salaires non récurrents (prime, etc...) seront également pris en charge.

A titre indicatif, les passifs correspondant aux droits à congés payés dus ou acquis et aux RTT s'élèvent à un montant estimé de 400.000 euros.

Enfin un dialogue sera engagé dès la fin de l'année avec les représentants des salariés pour mettre en place un accord d'intéressement et d'épargne salariale selon des principes déjà existants et mis en œuvre au sein du groupe FINUCHEM.

Perspectives d'emploi du projet :

Compte tenu des prévisions d'activité de RECIF Technologies sur les années, 2005 et 2006 et 2007 telles qu'exposées ci-après, l'évolution devrait être la suivante :

- o Reprise : 637 salariés dès l'entrée en jouissance ;
- o 2005-2006 : 650 salariés ;
- o 2006-2007 : 680 salariés.

VIII/ Date d'effet et conditions suspensives :

Date de réalisation de la cession :

L'offre est d'effet immédiat.

Conditions suspensives :

Clause particulière pour le matériel nanti.

En dehors des nantissements existants sur des matériels de productions non repris et les stocks, le candidat cessionnaire n'a pas noté d'autres nantissements.

Pour le cas où d'autres nantissements existeraient au jour de la reprise, le prix que le repreneur offre inclut la charge des remboursements concernant le financement desdits matériels, nonobstant les dispositions de l'article 93-2^{ème} alinéa de la loi du 25 janvier 1985.

Prévision de cession d'actifs au cours des deux années suivant la cession :

Conformément aux dispositions de la loi du 25 janvier 1985, il est précisé qu'aucune cession des actifs repris n'est prévue au cours des deux années suivant la cession.

Date de validité de l'offre :

L'offre ne pourra être maintenue au-delà du 15 juillet 2005 si le tribunal n'a pas statué à cette date.

FINUCHEM souhaite pour des raisons évidentes de relance immédiate de l'activité, que la jouissance du fonds de commerce leur soit conférée dès l'arrêt du plan de cession.

FINUCHEM propose que par dérogation expresse aux dispositions de l'article L.621-89 alinéa 2 du Code de Commerce, le jugement arrêtant le plan de cession lui confie la gestion de l'entreprise sous sa seule responsabilité.

.....

- Me.CAVIGLIOLI, administrateur judiciaire, a conclu son rapport en soulignant :
- que la société FINUCHEM propose une offre de reprise globale de l'entreprise qui s'appuie sur un véritable projet industriel,
 - que son passé démontre son savoir faire dans le redressement et le développement d'entreprises en difficultés,
 - que le périmètre de la reprise qui se veut prudent est lié à l'incertitude de l'activité commerciale pour le second semestre 2005,
 - que selon les informations transmises, le carnet de commandes concernant les machines de 300 millimètres est actuellement de 10 machines pour le second semestre 2005, il convient de comparer ces chiffres avec les 134 machines livrées en 2004,
 - que les synergies existantes entre les sociétés du groupe FINUCHEM actuellement et la société RECIF sont de nature à permettre une pérennité et un développement de l'activité reprise,
 - que la reprise d'environ 50 % du personnel correspond à une approche prudente mais volontariste de l'activité constatée à ce jour,
 - que si l'on considère le développement d'entreprises appartenant au groupe FINUCHEM et reprises dans des conditions similaires, on peut espérer une augmentation sensible et rapide du personnel repris ; il convient également de noter que la société FINUCHEM s'est engagée à faciliter le reclassement des salariés licenciés dans les sociétés de son groupe et plus particulièrement de la société toulousaine ECA,
 - que la société FINUCHEM offre par ailleurs l'avantage d'être capable d'autofinancer son plan de financement ; que pour l'exercice 2006, elle prévoit un apport à hauteur d'environ 10 000 000 euros,
 - que le prix de cession offert et les engagements repris tant envers les salariés qu'en ce qui concerne le service après vente à assurer sur plusieurs années, valorisent l'offre de la société FINUCHEM à un peu plus de 5 000 000 euros,
 - que si l'on rajoute au prix de cession offert qui est de 1 880 000 euros le montant du compte client qui reste à encaisser, soit environ 2,5 Meuros, on obtient un apurement du passif à hauteur de 25 %,
 - que cette évaluation de l'apurement du passif est faite avant négociation par le repreneur des stocks gagés au profit des banques et des matériels en location ou crédit bail dont les contrats ne sont pas repris,
 - que l'ensemble de ces éléments devrait augmenter sensiblement l'apurement du passif évoqué ci-dessus,
 - que considérant le sérieux de l'offre et la pertinence de la stratégie industrielle développée, il sollicite l'homologation du plan de cession totale de la société RECIF au profit du groupe FINUCHEM ainsi que l'autorisation de procéder aux licenciements du personnel non repris.

.....

Une note complémentaire au bilan économique et social de la SA RECIF sur les éléments repris dans l'offre du groupe FINUCHEM a été remise par le repreneur au Tribunal, dans laquelle il est exposé :

- que la SA RECIF n'a pas réalisé d'inventaire physique depuis la dernière clôture annuelle au 31.12.2004,
- que la dispersion géographique des stocks sur la France, la Biélorussie, la Tunisie, Taiwan et la Bulgarie ainsi que l'état d'implémentation du logiciel de gestion des stocks ne permettent pas de chiffrer précisément cet actif sans réaliser un inventaire physique complet et une revue des valorisations,

- que pour le moins, afin d'aider le Tribunal à statuer, la société a extrait des données du système à ce jour sans les analyser et les contrôler,
- que le prix offert se décompose comme suit en détaillant la valeur comptable des actifs arrêtés par la société au 31.12.2004 et leur valeur approchée à ce jour :

	Total	Valeur dans le bilan de RECIF SA au 31.12.04	Valeur dans le bilan de RECIF SA au 28.06.05
I- Fonds d'industrie			
Eléments incorporels	30 000	222 451	191 961
<i>Dont brevets</i>		221 318	191 722
<i>Dont logiciels</i>		1 133	239
Eléments financiers	350 000	267 877	0 euro
<i>(titre de participation)</i>			
<i>Dont titres Récif Inc</i>		136 374	136 374
<i>Dont prov titres Récif Inc</i>		0 euro	-136 374
<i>Dont titres Récif Taiwan</i>		131 503	131 503
<i>Dont prov titres Récif Taiwan</i>		0 euro	-131 503
<i>Dont titres Syrob</i>		17 671	17 671
<i>Dont prov titre Syrob</i>		-17 671	-17 671
<i>Dont titres Récif Tunisie</i>		16 000	16 000
<i>Dont prov titres Récif Tunisie</i>		-16 000	-16 000
<i>Dont titres Récif Semitech</i>		22.227	22.227
<i>Dont prov titres Récif Semitech</i>		-22 227	-22 227
<i>Dont titres Récif Bulgarie</i>		26 000	26 000
<i>Dont prov titres Récif Bulgarie</i>		-26 000	-26 000
Eléments corporels			
<i>Terrain</i>	750 000	490 659	490 659
<i>Autres éléments corporels (machines)</i>	400 000	10 382	5 810
II- Stocks autres	150 000	693 000	ND
III- Travaux en cours	200 000	5 417 000	ND
Total prix offert	1 880 000 €	7 101 369 €	

- s'agissant des titres de participation :

- les titres de participation avaient été dépréciés à hauteur des situations nettes des filiales au 31.12.2004,
- dans le compte de résultat arrêté au 28.04.2005 (- 945 Keuros), la société a décidé de déprécier la totalité de ces titres ;

- s'agissant des stocks autres :

- . ce stock correspond globalement au stock de matières premières, aux pièces achetées et aux produits finis aux clients,
- . les montants présentés sont nets de provisions,
- . les taux de dépréciation sont ceux arrêtés au 31.12.2004,
- . l'offre du groupe FINUCHEM ne tient pas compte des stocks gagés,
- . l'absence d'inventaire physique et les données présentées par la société à ce jour ne permettent pas de présenter des données actualisées à fin juin,
- . l'état des stocks utilisés pour l'arrêté des comptes au 31.12.2004 ne permet pas d'identifier précisément les valeurs nettes des stocks non gagés,
- . pour la déterminer, FINUCHEM a tenu le raisonnement suivant :

* Montant des stocks comptables bruts autres :	7 660 Keuros
* Montant des stocks gagés :	- 6400 Keuros
* Solde :	1 260 Keuros
* Taux de dépréciation moyen 45 % :	- 567 Keuros
* Montant net :	693 Keuros

- s'agissant des travaux en-cours :

- . il s'agit des encours de sorters lancés sur les lignes de production et de sous-ensemble finis en attente d'intégration dans une machine ou disponibles pour le service après vente,

	31.12.2004	28.06.2005
Encours de prod sorters et sous-ensembles associés	2 009	2 486
Sous-ensemble finis et service après vente	3 721	1 386
Total encours	5 730	3 872
Encours gagé	- 313	ND
Total encours non gagé	5 417	

- . le repreneur ne dispose pas à ce jour de l'information des stocks gagés de sous ensembles,
- . les commandes fermes en carnet sont à ce jour entre 10 et 15 machines.

.....

L'administrateur judiciaire a également remis au Tribunal une note complémentaire à son rapport déposé le 28.06.2005 contenant le bilan économique et social de la SA RECIF, dans laquelle il énonce :

- que conformément aux dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3 du Code de Commerce, il appartiendra au repreneur de prendre en charge les échéances restant dues à la date de prise en jouissance des contrats de prêts,
- qu'une proposition de reprise des contrats de prêts suivants a été faite par le candidat repreneur :
 - **BANQUE POPULAIRE** : reprise du contrat de prêt n° 07002770 0000 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
 - **CREDIT LYONNAIS** : reprise du contrat de prêt n° 16472600 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
 - **SOCIETE GENERALE** : reprise des contrats de prêts numéros : 16401102, 16475800, 16477200, 16477500 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
 - **BNP** : reprise du contrat de prêt n° 16475200 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance.

Lors de l'audience du 28.06.2005 :

Aucun des cocontractants convoqués à l'audience par les soins de l'administrateur judiciaire n'ayant comparu, il y aura lieu de statuer par jugement réputé contradictoire

Ont en revanche comparu et été entendus en leurs observations :

- M. Bernard POLI, PDG de la SA RECIF, accompagné de M. Eric BARDIN, dirigeant de la filiale RECIF INC basée aux Etats-Unis, et assisté de Me COUZI et de M. ROTSZLD, du cabinet ERNST & YOUNG, commissaire aux comptes de la société RECIF,
- M. Jérôme COINDAT, représentant des salariés, accompagné de Mme Marie-Laure BONNIN et de M. Vincent RICHARD, représentants du Comité d'Entreprise,
- Me CAVIGLIOLI, administrateur judiciaire,
- Me REY, représentant des créanciers,
- M. DELTORN, juge commissaire.

ainsi que :

- la SA FINUCHEM, candidat cessionnaire, représentée par M. Jean-Pierre GORGE, son actuel président et actionnaire majoritaire, et M. Raphaël GORGE, Directeur Général délégué, assistés de Me HYEST, Avocat au Barreau de Paris.

Au cours des débats en chambre du conseil le 28.06.2005 :

Me CAVIGLIOLI, administrateur judiciaire, après avoir repris les grandes lignes de la stratégie industrielle que le groupe FINUCHEM souhaite mettre en œuvre dans le cadre de la reprise de la SA RECIF, a précisé :

- que le candidat cessionnaire a apporté des améliorations à son offre de reprise concernant la valorisation de certains éléments d'actif de sorte que le prix total offert est désormais de 2 200 000 euros et non plus de 1 880 000 euros,
- que ce prix de 2 200 000 euros se décompose dorénavant comme suit :

I – Fonds d'industrie

- Eléments incorporels : 50 000 euros
- Eléments financiers (titres de participation) : 350 000 euros
- Eléments corporels
 - 1. Terrain : 750 000 euros
 - 2. Autres éléments corporels : 400 000 euros

II – Stocks : 150 000 euros

III – Travaux en cours : 500 000 euros

- que le comité d'entreprise s'est prononcé favorablement sur le projet de reprise présenté par le groupe FINUCHEM,
- qu'il est à noter, sur le plan social, que les congés payés dus ou acquis et les RTT dont le repreneur s'est engagé à assumer la charge à l'égard du personnel repris (70 salariés) représentent une charge supplémentaire, augmentative du prix, pouvant être évalué à environ 400 000 euros ,
- que le prix de cession de 2 200 000 euros ajouté aux comptes clients qui représentent une somme à recouvrer de 2 500 000 euros et à la perception d'une subvention de 1 400 000 euros, outre la reprise de quatre contrats de prêt en cours (représentant une somme de 250 000 euros environ) et la prise en charge des congés payés acquis par le personnel repris (représentant une somme de 400 000 euros environ), devrait permettre un apurement très significatif du passif estimé à environ 17 000 000 euros,
- qu'il sollicite ainsi l'homologation du plan de redressement par voie de cession présenté par le groupe FINUCHEM.

Le candidat cessionnaire, après avoir exposé les grandes lignes de son projet industriel et précisé les raisons qui l'ont conduit à s'intéresser à la reprise de la SA RECIF, a précisé :

- qu'il s'engage à assurer le service après vente du parc machines déjà vendu et installé partout dans le monde par la SA RECIF, sachant que plus de 200 machines sont concernées par cet engagement,
- qu'il accepte, pour le cas où le Tribunal retiendrait l'offre de reprise qu'il a présentée, que la date d'entrée en jouissance soit fixée rétroactivement au 01.07.2005,
- qu'il remet sur l'audience à Me CAVIGLIOLI, ès qualité, un chèque de banque du montant du prix de cession offert.

Le Tribunal prendra en considération ces différents éléments.

Me REY, représentant des créanciers, a tout d'abord mis en exergue la bonne qualité du candidat cessionnaire, avant de préciser :

- que même s'il pouvait être toujours espéré une meilleure valorisation du poste "travaux en cours", il considère que la dernière valorisation dudit poste qui a été faite par le groupe FINUCHEM à hauteur de 500 000 euros est acceptable et que l'offre de reprise présentée est globalement satisfaisante avec en particulier un volet social intéressant,
- qu'il est ainsi favorable à l'homologation du plan de cession déposé par le groupe FINUCHEM.

Le représentant des salariés s'est également prononcé en faveur du plan de cession présenté par le groupe FINUCHEM et qu'il en a été de même du comité d'entreprise.

M. Bernard POLI, PDG de la SA RECIF, a indiqué :

- qu'il convient de prendre en compte la valorisation globale de l'offre de reprise faite par le groupe FINUCHEM plutôt que de s'attarder sur un poste d'actif en particulier, sachant que les éléments corporels sont difficilement chiffrables,
- qu'il estime, pour sa part, comme globalement satisfaisante l'offre de reprise présentée.

Monsieur le Juge Commissaire, entendu en son rapport oral, a donné un avis favorable à l'homologation du plan de cession présenté par le groupe FINUCHEM.

Monsieur le Vice Procureur de la République, entendu en ses réquisitions, a indiqué :

- que même si le groupe FINUCHEM arrive devant le Tribunal en position de force dans la mesure où il est le seul candidat repreneur, il peut être constaté que l'offre de reprise déposée par ledit groupe est tout à fait acceptable,
- qu'il se prononce, par conséquent, en faveur de l'homologation du plan de cession de la SA RECIF au profit du groupe FINUCHEM.

.....

Dans le cadre du délibéré, Me COUZI a transmis au Tribunal le compte rendu rectificatif de la réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise du lundi 27.06.2005 dans le cadre duquel il est exposé que :

- le comité d'entreprise tient à préciser qu'il a pris connaissance de l'offre finale de repreneur le jeudi 23 juin, et du projet de licenciement économique le samedi 25 juin, afin de se prononcer sur ce sujet lors d'une réunion unique, compte tenu de la procédure, le lundi 27 juin à 09h00.

Me Caviglioli est très conscient du délai extrêmement court dont dispose le comité d'entreprise pour se prononcer sur le projet, précisant qu'il est la conséquence d'une situation de trésorerie tendue mise en avant auprès du tribunal pour obtenir une audience avant le mois de juillet ;

- le comité d'entreprise approuve la présence de Me PEYCINE, Avocat de la direction, en sa qualité de conseiller en droit social.

1. consultation sur le projet de reorganisation de la société RECIF : livre IV

Le projet de réorganisation résulte de la situation économique de la société et du marché mondial. Le caractère cyclique de l'activité, le transfert d'une clientèle US vers l'Asie, les conditions de règlement client rallongées, un marché hautement concurrentiel et la parité Euro/Dollar ont appauvri la trésorerie de RECIF en dépit du capital apporté par les actionnaires fin 2003. Les pertes de l'exercice 2004 s'élèvent à 10 Millions d'euros.

Dans le cadre du mandat Ad Hoc, Bernard Poli a cherché des candidats à l'adossment, ainsi que des sources de financement. Au cours de ce mandat, des partenaires potentiels ont été approchés, notamment un groupe industriel, qui finalement a retiré son offre d'adossment suite à l'effondrement du carnet de commande et des prévisions annoncées lors de la réunion du 12 avril avec les banques.

Les établissements financiers ont ensuite interrompu leurs lignes d'emprunts court terme, ce qui a conduit la société à déclarer une situation de cessation de paiement.

Le Tribunal de Commerce de Toulouse a prononcé la mise en redressement judiciaire lors de son jugement du 29 avril.

L'administrateur judiciaire a publié une offre de reprise de RECIF relayée dans des publications au niveau mondial.

Deux offres ont été reçues :

- l'une concernait seulement l'outil de production de la filiale Biélorusse, ce repreneur a été invité par l'administrateur à élargir sa proposition à l'ensemble du groupe,
- l'autre concernait les sites d'Aussonne, de RECIF Tunisie, SYROB, SEMITECH, RECIF Inc, RECIF Taiwan et STTS.

Le blocage des stocks a fait perdre un mois d'activité et par conséquent, un mois de trésorerie. La pression des clients qui gèlent leurs commandes jusqu'à une décision de justice amène une prévision de trésorerie tendue sur le mois de juillet et négative à partir du mois d'août.

Suite à une première révision de l'offre de FINUCHEM, celle-ci semble figée.

Détail de l'offre FINUCHEM :

De part son expérience en robotique industrielle et en robotique sous-marine, FINUCHEM semble à même de gérer la reprise de RECIF. Elle a déjà repris 3 sociétés de la taille de RECIF dans le cadre de redressement judiciaire et a su les développer et les faire prospérer.

De plus, FINUCHEM envisage une synergie entre RECIF et les autres entités du groupe.

Ces informations apportent un éclairage favorable à cette cession et permettrait à RECIF de rebondir.

FINUCHEM est actuellement très inquiet du carnet de commande du 2^{ème} semestre 2005, et souhaite limiter les pertes de l'exercice 2005-2006. Ceci explique l'effectif réduit originalement retenu (65 postes).

Au vu de ces conditions, le comité d'entreprise demande une suspension de séance jusqu'au mardi 28 juin à 10h00 afin d'entamer des négociations auprès de FINUCHEM.

Suite aux échanges entre le comité d'entreprise et FINUCHEM, l'effectif retenu a été augmenté de 5 postes pour atteindre 70 postes.

Au vu de ce changement positif sur le plan social, le comité d'entreprise approuve à l'unanimité le projet de réorganisation.

2. consultation sur le projet de licenciement économique : livre III

o IMPACT DU PROJET DE REORGANISATION SUR LES EFFECTIFS

Bien que le regrettant, le comité d'entreprise admet la nécessité de réduire la masse salariale afin d'améliorer la trésorerie de l'entreprise. Par conséquent, le comité d'entreprise approuve à l'unanimité la suppression des 61 postes listés.

Catégories	Suppression de poste prévue
Acheteurs approvisionneurs	2
Agent de maintenance	1
Assembleurs et techniciens d'assemblage	5
Assistante be	1
Assistante douanes et transport	1
Assistants commerciales	2
Câbleurs	2
Cadre administratif	1
Concepteur informatique	1
Coordinateurs et chefs de projet cahier des charges	2
Electronicien	1

Employés comptables	2
Gestionnaire d'affaires SAV	1
Ingénieur commercial	2
Ingénieur qualité	1
Magasiniers	3
Planificateurs	5
Programmeur FAO	1
Régleurs	4
Responsable cellule cahier des charges	1
Responsable produit	1
Technical account manager	1
Technicien données techniques de production	1
Technicien informatique RD	1
Techniciens méthodes	4
Technicien process	1
Technicien prototypage	1
Techniciens support client	4
Techniciens contrôle qualité	2
Techniciens informatique de gestion	2
Techniciens logistiques	2
Usineurs	2
Total	61

o **LES CRITERES DETERMINANT L'ORDRE DES LICENCIEMENTS :**

Le comité d'entreprise se prononce favorablement, à l'unanimité, sur les critères présentés par la Direction et l'Administration Judiciaire. Il souligne, compte tenu du contexte de l'entreprise, l'importance de mettre en avant les critères de qualité professionnelle, par rapport aux critères sociaux.

3. **Information et Consultation du Comité d'Entreprise sur le Plan de sauvegarde de l'emploi :**

o **LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE RECLASSEMENT PROPOSEES :**

➤ **VOLONTARIAT AU DEPART**

Le volontariat est ouvert du vendredi 24 juin au mardi 28 juin 2005 à 12 heures, dans les conditions précisées dans le document de plan de sauvegarde de l'emploi.

➤ **MISE EN ŒUVRE DE DEUX ANTENNES DE RECLASSEMENT**

Le comité d'entreprise a approuvé la décision de l'Administrateur et de la Direction de conserver les antennes intervenues sur le dernier PSE. Conformément aux dispositions légales, il est prévu de proposer aux salariés ayant 2 ans d'ancienneté le bénéfice d'une Convention de Reclassement Personnalisée (CRP). Il en sera fait mention dans la lettre de licenciement, avec le rappel d'un délai de 14 jours qui est offert aux salariés, pour adhérer à cette convention de reclassement.

En cas d'adhésion à la Convention de Reclassement Personnalisée, le contrat de travail du salarié est rompu d'un commun accord.

Le salarié, qui adhère à la CRP, bénéficie de la part de l'ANPE d'une aide spécifique de cet organisme (bilan de compétence, formation, VAE, etc...).

➤ **AIDE AU RECLASSEMENT EXTERNE PAR ALLOCATION TEMPORAIRE
DEGRESSIVE**

Il sera sollicité auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi la conclusion d'une Convention FNE d'aide au reclassement externe par allocation temporaire dégressive sans participation de l'entreprise.

Suite à un contrat avec la DDTE, il semble que la convention FNE n'existe plus, l'Administrateur et le comité d'entreprise se renseignent auprès de la DDTE afin de savoir si des mesures alternatives sont possibles.

➤ **AIDE AU RECLASSEMENT EXTERNE ENTRAINANT UN
DEMEMAGEMENT**

Il sera sollicité auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi la conclusion d'une convention FNE d'aide au reclassement externe entraînant un déménagement, sans participation de l'entreprise.

Suite à un contact avec la DDTE, il semble que la convention FNE n'existe plus. L'Administrateur et le comité d'entreprise se renseignent auprès de la DDTE afin de savoir si des mesures alternatives sont possibles.

○ **INFORMATION ET CONSULTATION DU CE SUR LES MESURES D'AGE**

Pour les salariés âgés de plus de 57 ans, il sera sollicité auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi la conclusion d'une convention de pré-retraite FNE, pour autant que l'Administration du Travail accepte que l'entreprise ne participe pas au financement.

Suite à un contact avec la DDTE, il semble que la convention FNE n'existe plus. L'Administrateur et le comité d'entreprise se renseignent auprès de la DDTE afin de savoir si des mesures alternatives sont possibles.

○ **INFORMATION ET CONSULTATION DU CE SUR TRAITEMENT DU PREAVIS**

Les salariés licenciés, n'adhérant pas à la Convention de reclassement Personnalisée, bénéficieront d'une dispense d'exécution de leur préavis de licenciement.

.....

Dans le cadre du délibéré, par télécopie en date du 04.07.2005, le secrétaire adjoint du comité d'entreprise a adressé au Tribunal le procès-verbal du comité d'entreprise extraordinaire qui s'est tenu le lundi 04.07.2005 relatif à la modification de la liste des postes supprimés dans le cadre du plan de cession de l'entreprise RECIF.

Il est exposé dans ce procès-verbal :

- que suite à l'audience du Tribunal de Commerce du 28.06.2005, des réflexions ont été poursuivies entre FINUCHEM, des chefs de département et le comité d'entreprise sur l'organisation possible compte tenu du volontariat au départ,
- qu'il en a résulté quelques changements dans la liste des postes et qualifications conservés, sans pour autant modifier l'effectif total de 70 personnes,
- que par conséquent, la liste des postes supprimés est désormais la suivante :

Catégories	Suppression de poste prévue
Acheteur, approvisionneur	1
Agent de maintenance	1
Assembleurs et techniciens d'assemblage	3
Assistante BE	1
Assistante douanes et transport	1
Assistants commerciales	2
Câbleurs	2
Cadre administratif	1
Coordinateur de projet de mécanique	1
Coordinateur et chef de projet cahier des charges	2
Electronicien	1
Employés comptables	2
Gestionnaire d'affaires SAV	1
Ingénieur commercial	2
Ingénieur qualité	1
Magasiniers	3
Planificateurs	5
Programmeur FAO	1
Règleurs	4
Responsable appro	1
Responsable cellule cahier des charges	1
Responsable logistique	1
Responsable planification centrale	1
Responsable produit	1
Technical account manager	1
Techniciens contrôle qualité	2
Technicien données techniques de production	1
Technicien informatique RD	1
Technicien logistique	1
Techniciens méthodes	4
Technicien process	1
Techniciens prototypage	1
Techniciens support client	5
Techniciens informatique de gestion	2
Usineurs	2
Total	61

Le Tribunal prendra acte de cette liste modifiée des postes supprimés.

.....

Par une note en date du 04.07.2005, remise au Tribunal dans le cadre de son délibéré, Me CAVIGLIOLI, ès qualité, a fait le point sur l'apurement du passif, en précisant :

- que le passif brut déclaré par l'entreprise au jour du redressement judiciaire s'élève à environ 17 000 000 euros,
- que ce passif comprend notamment des mobilisations de créances nées sur l'étranger (MCNE) auprès des établissements financiers pour un montant de 3 200 000 euros,

- que ces créances, couvertes par des assurances COFACE, seront, selon le dirigeant, entièrement réglées à leurs échéances aux établissements financiers,
- qu'il en résulte une diminution équivalente du passif,
- que le passif sera ainsi ramené à 13 800 000 euros,
- que les actifs au jour de la cession peuvent être évalués à :

• compte client à recevoir et non mobilisé	: 2 500 000 euros
• subvention à percevoir	: 1 400 000 euros
• prix de cession	: 2 200 000 euros

soit un total de

6 100 000 euros

- que dès lors, on peut considérer que l'apurement du passif au jour de la cession soit fait à hauteur de 45 %,
- que l'apurement de ce passif sera encore amélioré par les actifs à céder hors plan tel que les stocks gagés évalués au jour du redressement judiciaire à 6 000 000 euros environ.

.....

SUR CE, LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il convient tout d'abord de relever qu'aucun projet de plan de redressement par voie de continuation n'est en l'espèce envisageable au regard de l'importance du passif généré qui est évalué par le dirigeant social à 17 179 390 euros et de l'absence de toute rentabilité comme cela ressort des derniers comptes annuels de la SA RECIF ;

Attendu que malgré une large publicité effectuée par l'administrateur judiciaire afin de susciter le dépôt d'offres de reprise, seul le groupe FINUCHEM a formalisé un projet de plan de redressement par voie de cession totale de la SA RECIF ;

Attendu que la seule alternative pour le Tribunal consiste dès lors à homologuer ledit projet de plan ou à prononcer la liquidation judiciaire de la SA RECIF ;

Attendu que l'article L.620-1 du Code de Commerce énonce qu'il est institué une procédure de redressement judiciaire destinée à permettre, dans cet ordre, la sauvegarde de l'entreprise, le maintien de l'activité et de l'emploi et l'apurement du passif ; et que l'article L.621-87 du même code dispose que : " le tribunal retient l'offre qui permet dans les meilleures conditions d'assurer le plus durablement l'emploi attaché à l'ensemble cédé et le paiement des créanciers " ;

Attendu que c'est donc en fonction de l'ensemble de ces critères que le Tribunal se doit d'apprécier l'offre de reprise soumise à son appréciation ;

Attendu que l'offre de reprise émane du groupe FINUCHEM, coté sur le segment Eurolist C de la bourse de Paris, qui emploie 1 400 salariés et qui a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 147 M.euros pour un résultat net de 13,3 M.euros ; que ledit groupe dispose aujourd'hui de fonds propres de 50 M.euros environ ainsi que d'une trésorerie de 35 M.euros ;

Que le groupe FINUCHEM possède donc la structure financière pour assumer la reprise de la SA RECIF, sachant que le plan de financement envisagé par le candidat cessionnaire prévoit de doter la nouvelle société constituée pour les besoins de la reprise d'un capital social de 2 M.euros intégralement libéré dès la souscription et d'un apport en compte courant effectué par les actionnaires à hauteur de 7,58 M.euros ;

Que par ailleurs, il ressort du projet de reprise présenté par le groupe FINUCHEM des synergies évidentes entre ses propres activités et celles développées par la SA RECIF ;

Attendu que le Tribunal ne peut ainsi que constater que le projet de plan de redressement par voie de cession soutenu par le groupe FINUCHEM revêt le sérieux que requiert la loi modifiée du 25.01.1985 ;

Attendu que compte tenu des nécessités d'un redéploiement industriel et des perspectives de production à court terme qui s'avèrent faibles actuellement, sachant que le carnet de commandes ne représente que 10 à 15 machines, le candidat cessionnaire envisage la reprise immédiate de 70 postes de travail sur les 131 que compte aujourd'hui l'entreprise ;
Que ce nombre apparaît adapté au niveau actuel d'activité de l'entreprise ;

Que s'agissant des emplois conservés, il est à noter que le repreneur assurera la reprise des 70 contrats de travail conformément aux dispositions de l'article L.122-12 du Code de Travail, avec tous les avantages auxquels les salariés ont droit actuellement, en ce compris les éléments de salaire non récurrent tels que les primes, et qu'il prendra à sa charge l'intégralité des droits aux congés payés et aux RTT dus ou acquis par le personnel repris ; que le coût de cette prise en charge est évalué à 400 000 euros ;

Attendu qu'il apparaît ainsi que le volet social de la reprise peut être considéré comme satisfaisant, étant du reste observé que le comité d'entreprise a lui-même approuvé à l'unanimité ce projet de réorganisation de l'entreprise sur le plan social et que le représentant des salariés s'est lui-même prononcé en faveur du plan de cession présenté par le groupe FINUCHEM ;

Attendu qu'en ce qui concerne la valorisation des actifs et le prix de cession offert, il sera relevé :

- que la valorisation des stocks et des travaux en cours demeure faible puisqu'en dépit de l'augmentation faite par le repreneur du poste "travaux en-cours" qu'il a finalement valorisé à 500 000 euros, au lieu des 200 000 euros initialement offerts, il peut être constaté :
 1. d'une part, que le cabinet ERNST & YOUNG, commissaire aux comptes, a estimé, au 28.06.2005, ces travaux en-cours à 3 872 000 euros,
 2. d'autre part, que les stocks non gagés, pour lesquels le groupe FINUCHEM offre 150 000 euros, ont été évalués par le cabinet ERNST & YOUNG, après dépréciation de 45 % de leur valeur, à 693 000 euros au 31.12.2004 et que ledit cabinet a précisé sur l'audience que la valeur des stocks n'avait que faiblement évolué depuis le 01.01.2005 ;
- qu'il convient toutefois de prendre en considération le fait que la fiabilité de ces chiffres communiqués par le commissaire aux comptes demeure incertaine dans la mesure où il peut être observé tout à la fois :
 1. que le stock est dispersé dans de nombreux pays du monde,
 2. que les comptes annuels 2004 de la SA RECIF n'ont pas été certifiés,
 3. que la valorisation des en-cours prend en compte des machines "200 mm" qui sont aujourd'hui quasiment obsolètes et qui devraient donc être dépréciées en conséquence,
 4. que les en-cours correspondant à des machines "300 mm", qui sont évalués à environ 2 000 000 euros, sont sujets en outre à des remises à niveau en raison de l'évolution permanente des technologies ;

- que les stocks gagés, qui représentent une somme de 6 400 000 euros, n'entrent pas dans le périmètre de reprise,
- que la valorisation qui a été faite par le candidat cessionnaire des autres éléments d'actif cédés (50 000 euros pour les éléments incorporels, 350 000 euros pour les éléments financiers, 750 000 euros pour le terrain dont Mme BENHAIM, expert, a évalué la valeur, dans le cadre d'une cession de gré à gré, entre 750 000 euros et 850 000 euros, et 400 000 euros pour les autres éléments corporels) apparaît raisonnable ; le représentant des créanciers l'a d'ailleurs lui-même considéré comme tel au regard du coût de la prise en charge supplémentaire par le repreneur de tous les avantages sociaux attachés aux 70 contrats de travail qui seront poursuivis ;

Attendu que le groupe FINUCHEM s'est engagé à assurer le service après vente de tout le parc machines, plus de 200 machines seraient ainsi concernées d'après les dires du candidat cessionnaire, déjà vendu et installé par la SA RECIF partout dans le monde ;

Attendu qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, le Tribunal considère, d'une part, comme satisfaisante la valorisation globale de l'offre de reprise faite par le groupe FINUCHEM et, d'autre part, que ce dernier est tout à fait à même d'assurer la pérennité et le développement durable de l'entité rachetée ;

Attendu que ce prix de cession de 2 200 000 euros ajouté à la reprise de quatre contrats de prêts en cours pour un montant de 250 000 euros, au compte client à recouvrer que l'administrateur judiciaire a chiffré à 2 500 000 euros et à la subvention de 1 400 000 euros que doit percevoir la SA RECIF devrait permettre d'assurer un apurement significatif du passif de ladite société ; l'administrateur judiciaire ayant en effet invoqué, dans sa note du 04.07.2005, un apurement du passif à hauteur de 45 %, pourcentage qui pourra être de plus amélioré par la suite avec la réalisation des actifs à céder hors plan, tels que les stocks gagés qui étaient évalués, à l'ouverture de la procédure collective, à 6 000 000 euros environ ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que l'offre de reprise présentée par le groupe FINUCHEM permet la sauvegarde de l'entreprise, la préservation de 70 emplois ainsi que d'apurer au mieux le passif de la SA RECIF ;

Attendu qu'il y aura lieu dans ces conditions, après analyse des documents communiqués et compte tenu des auditions intervenues, d'arrêter, dans le cadre des articles L.621-62 à L.621-101 du Code de Commerce, le plan de cession totale de la SA RECIF au profit du groupe FINUCHEM selon les dispositions suivantes :

1 – IDENTITE DU REPRENEUR ET FACULTE DE SUBSTITUTION

A – Présentation du groupe FINUCHEM

FINUCHEM a été créée en 1990 par Jean-Pierre Gorgé, son actuel Président et actionnaire majoritaire.

Le groupe s'est successivement développé en robotique sous-marine, aéronautique et automobile. FINUCHEM est aujourd'hui le leader français indépendant en robotique. La société est cotée sur le segment Eurolist C de la bourse de Paris.

Après une phase de forte croissance (chiffre d'affaires multiplié par 6 en 4 ans), le groupe s'est structuré pendant une phase de consolidation des acquisitions. Cette phase est aujourd'hui achevée et le groupe souhaite décliner son savoir faire industriel sur des marchés connexes ayant des logiques d'exploitation similaires aux activités actuelles.

B – Faculté de substitution

Le repreneur se réserve la faculté de se substituer une personne morale de son choix, qui sera constituée à cet effet sous la forme d'une société anonyme, dénommée RECIF TECHNOLOGIES, au capital de 2 000 000 euros détenu à 90 % par la SA FINUCHEM et à 10 % par des cadres et des personnes assurant le management.

Cette faculté de substitution est également valable pour la reprise des actifs immobiliers qui se fera par l'intermédiaire d'une SCI ad hoc, constituée spécifiquement pour les besoins de l'opération.

III/ Périmètre de l'Offre

• Les actifs repris

L'offre de reprise porte sur les actifs de la société RECIF tels que visés ci-dessous et qui devront être cédés libres de toutes sûretés, nantissements et garanties.

Eléments incorporels

- La clientèle, l'achalandage et le nom commercial ;
- Tous les droits de propriété industrielle (brevets, licences de savoir-faire, licences de brevets, etc.) dont est, ou pourrait être, titulaire RECIF.
- Toutes les marques déposées par RECIF.
- Et plus généralement, tous les droits incorporels attachés à la société RECIF à l'exclusion de toute subvention, dépôt de garantie, cautionnement et créances fiscales éventuels.

Le prix offert pour les éléments incorporels est de 50 000 euros hors droits et taxes.

Eléments corporels

L'ensemble des terrains, des constructions, du matériel, du mobilier et de l'outillage appartenant à RECIF ainsi que les agencements et installations servant à l'exploitation, sans exception ni réserve, en ce compris les logiciels informatiques ainsi que tous les droits d'utilisation des logiciels à l'exception des matériels faisant l'objet d'un nantissement.

Le terrain situé à AUSSONNE, sur lequel il est envisagé la construction d'un nouveau bâtiment pouvant accueillir des équipes de FINUCHEM (ECA Aéro) et de RECIF, sera repris pour un prix de 750 000 euros comprenant les crédits éventuels ayant servi à son financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3.

Les machines (dont la liste a été annexée à l'offre de reprise), faisant l'objet d'un nantissement, seront reprises pour un prix de 250 000 euros comprenant les crédits éventuels ayant servi à leur financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3. Ce prix comprend le remboursement du capital des emprunts et ne comprend pas les intérêts correspondants qui seront réglés directement par le repreneur.

Le prix offert pour les autres éléments corporels non nantis est de 150 000 euros hors droits et taxes.

Stocks

En l'absence d'inventaire actualisé des stocks. Le prix offert pour les stocks non gagés est estimé à une valeur forfaitaire de 150 000 euros hors droits et taxes qui prend en compte l'obsolescence de la majorité du stock engendrée par la sortie incessante de nouvelles versions des machines. Ce montant s'entend sous réserve d'être libéré de toute clause de réserve de propriété. Dans l'hypothèse où certains éléments de stock feraient l'objet d'une telle réserve, le repreneur pourra soit restituer lesdits éléments, soit faire son affaire personnelle de la revendication.

Les stocks gagés ne sont pas repris. Le repreneur est à la disposition des créanciers titulaires du gage pour étudier un rachat éventuel de certains éléments du stock pouvant être utilisés.

Travaux en cours

Le prix de l'offre pour les travaux en cours est de 500 000 euros.

Titres de participation

L'offre de reprise porte également sur les titres de participation correspondants aux filiales suivantes : RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taïwan, SYROB, SEMITECH, STTS

Les créances que pourraient détenir RECIF sur les filiales RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taïwan, SYROB, SEMITECH, STTS, seront rachetées par RECIF technologies à l'euro symbolique.

Le prix offert pour les titres de participation est de 350 000 euros hors droits et taxes (à raison de 5 000 euros pour les titres RECIF Tunisie, 5 000 euros pour les titres RECIF inc, 5000 euros pour les titres RECIF Taïwan, 328 000 euros pour les titres SYROB, 5 000 euros pour les titres SEMITECH, 2000 euros pour les titres STTS).

Comptes clients

Le compte client est exclu du périmètre de la reprise.

• Les contrats poursuivis

En l'absence de liste des contrats en cours, FINUCHEM propose d'étudier ultérieurement la liste des contrats qui pourront être repris.

En sus du prix offert, FINUCHEM acquittera la charge des loyers à échoir sur les listes des contrats de crédit-bail mobilier éventuellement repris, à compter du jour de l'entrée en jouissance de la RECIF Technologies à l'exclusion de tout arriéré de loyer.

En toute hypothèse, conformément aux dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3 du Code de Commerce, le repreneur poursuivra les contrats de prêts suivants :

- * **BANQUE POPULAIRE** : reprise du contrat de prêt n° 07002770 0000 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * **CREDIT LYONNAIS** : reprise du contrat de prêt n° 16472600 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * **SOCIETE GENERALE** : reprise des contrats de prêts numéros : 16401102, 16475800, 16477200, 16477500 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * **BNP** : reprise du contrat de prêt n° 16475200 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance.

Contrat de bail

FINUCHEM ne souhaite pas poursuivre le ou les contrats afférents à la location des locaux occupés par RECIF. En revanche, le repreneur souhaite pouvoir être maintenu dans les lieux pour une durée de six mois renouvelable une fois. Pour cette occupation le repreneur remboursera à l'administrateur judiciaire le loyer et les charges qu'il a dû engager pour conserver la jouissance des locaux.

Dans l'attente de la construction éventuelle de nouveaux bâtiments sur le terrain mitoyen, il est demandé de reprendre la location des locaux occupés par RECIF sous la forme d'un bail précaire de 6 mois renouvelable 1 fois.

• Précisions :

- Les actifs susvisés qui seront repris par le repreneur devront être délivrés libres de toutes inscriptions, de nantissement, privilège ou autres sûretés. Conformément aux dispositions de la loi du 25 janvier 1985, il est précisé qu'aucune cession des actifs repris n'est prévue au cours des deux années suivant la cession ;
- Le repreneur s'engage à poursuivre tous les contrats commerciaux et à assurer toutes les garanties et le service après-vente concernant les machines déjà vendues et livrées partout dans le monde par la SA RECIF ; le repreneur indique à cet égard que les garanties (pièces et main-d'œuvre) en cours sur les machines déjà livrées aux clients au cours des deux derniers exercices représentent un montant estimé de 8 000 euros par machine et par an et que pour un parc installé de 281 machines ayant encore en moyenne 15 mois de garantie, ce montant cumulé se porte à 2 800 000 euros ; qu'il s'agit là d'une charge augmentative du prix.

III/ Prix de cession

• Prix et ventilation

L'offre est faite moyennant un prix global et forfaitaire de 2 200 000 euros hors droits et taxes, en y ajoutant les passifs repris, ce montant se porte à 5 400 000 euros. Le prix offert se décompose comme suit :

	TOTAL	Valeur dans le bilan de RECIF SA au 31.12.2004
I - Fonds d'industrie		
• Eléments incorporels	50 000 euros	222.451 euros
• Eléments financiers (titres de participations)	350 000 euros	267 877 euros
• Eléments corporels		
o Terrain	750 000 euros	490 569 euros
o Autres éléments corporels	400 000 euros	10 382 euros
II - Stocks	150 000 euros	1 286 052 euros
III - Travaux en cours	500 000 euros	5 729 780 euros
Total prix offert	2 200 000 euros	8 007 201 euros

Il est précisé :

- qu'en dehors des nantissements existants sur des matériels de productions non repris et les stocks, le candidat cessionnaire n'a pas noté d'autres nantissements ;
- que pour le cas où d'autres nantissements existeraient au jour de la reprise, le prix que le repreneur offre inclut la charge des remboursements concernant le financement desdits matériels, nonobstant les dispositions de l'article 93-2^{ème} alinéa de la loi du 25 janvier 1985.

- **Modalités de paiement**

Le prix des éléments cédés sera payé comptant le jour de la signature des actes de cession ; étant précisé que lesdits actes devront intervenir au plus tard sous trois mois à compter du prononcé de ce jugement.

- **Garantie souscrite en vue d'assurer l'exécution de l'offre.**

Un chèque de banque du montant du prix de cession offert a été remis par le repreneur à l'administrateur judiciaire.

IV/ Plan financier

Ainsi qu'il résulte des documents comptables prévisionnels présentés ci-après le besoin en fonds de roulement de RECIF Technologies est estimé à environ 4 M.euros pour les 12 premiers mois. Le plan de charge particulièrement faible pour les six mois à venir communiqué par la direction conduit à anticiper une perte d'exploitation de l'ordre de 2 M.euros sur les six premiers mois. Le besoin de financement direct de l'exploitation est donc estimé à 6 M.euros.

- **Budgets prévisionnels d'exploitation et de trésorerie.**

Perspectives d'activité et d'exploitation

Les principales hypothèses qui sous-tendent le compte d'exploitation prévisionnel de RECIF Technologies 2005-2006 (exercice décalé de 12 mois, commençant au 1^{er} juillet et finissant au 30 juin), 2006-2007 et 2007-2008 sont les suivantes :

- les budgets ont été estimés en fonction des prévisions commerciales établies par le management de l'entreprise. Pour tenir compte des perturbations liées au redémarrage progressif d'une activité normale, nous les avons affectée d'un coefficient de prudence. Le projet de reprise prend également en compte la sous-traitance confiée par FINUCHEM à RECIF. Cette charge nouvelle en étude et fabrication pourrait représenter jusqu'à 3 Meuros par an. De même ces prévisions ne prennent pas en compte d'autres opérations de croissance externe dans le domaine du semi-conducteur qui seront réalisées ultérieurement par FINUCHEM. En effet, une autre société évoluant dans le même secteur d'activité pourrait être acquise par FINUCHEM avant la fin de l'année.

		Chiffre d'affaires (Meuros)
2005-2006		
(12mois)		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	19.5 Meuros
	Synergie Groupe	1.5 Meuros
	Total	21 Meuros
2006-2007		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	23 Meuros
	Synergies Groupe	2 Meuros
	Total	25 Meuros
2007-2008		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	25 Meuros
	Synergies Groupe	3 Meuros
	Total	28 Meuros

Le budget des autres charges, en particulier les frais généraux et les frais de personnel, a été estimé en fonction de la structure de l'entreprise existante, ramené à l'hypothèse du nombre de salariés repris et des nouvelles embauches estimées nécessaires au niveau d'activité supposé et du coût de fonctionnement d'une entité et d'une organisation juridique simplifiée.

Les impôts et taxes tiennent compte de la taxe professionnelle.

Les charges financières, correspondent au financement du besoin en fonds de roulement et à l'endettement à moyen terme.

Les amortissements ont été calculés forfaitairement en fonction de la valeur des actifs repris et d'investissements supplémentaires à prévoir.

Il en résulte le compte d'exploitation prévisionnel suivant (en Meuros) :

	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires (Meuros)	21.5	25.0	28.0
Achats directs	-9.2	-10.6	-11.2
Frais généraux	-2.0	-2.0	-2.1
Frais de personnel	-9.0	-8.8	-9.0
Impôts et taxes	-0.8	-0.8	-0.9
Amortissements	-0.7	-1.0	-1.5
Frais financiers	-0.8	-0.5	-0.6
Impôts sur les bénéfices	0.0	-0.1	-0.9
Résultat net	-1.0	1.2	1.8

RECIF Technologies devra également assumer un certain nombre d'investissements et notamment dans les secteurs suivants :

- o Refonte totale du système informatique ;
- o Reprise des investissements industriels stoppés depuis plus de trois ans.
- o Constructions ou réaménagements de bâtiments à Toulouse et dans les filiales.

Le montant global de ces investissements est de l'ordre de 1,5 Meuros par an.

La prise en compte des éléments précédents permet d'établir le coût financier global encouru par le repreneur dès la reprise :

	Côût financier pour le repreneur en
Reprise des fonds d'industrie	2 200 000
Reprise des stocks	150 000
Reprise des travaux en cours	200 000
Reprise des titres de participation	350 000
Prix payé	1 880 000
Prise en charge des passifs liés aux congés payés dus ou acquis et RTT des personnels repris	400 000
Prise en charge des passifs pour garantie et service après vente	2 800 000
Total 1 (prix offert et passifs repris)	5 400 000
Financement du BFR et pertes d'exploitation	6 000 000
Investissements	1 500 000
Total 2 (autres charges financières)	7 500 000
Total général	12 900 000

V/Plan de Financement :

Le plan de financement prévisionnel est construit selon les hypothèses suivantes :

- o Le capital social de la nouvelle société est de 2 Meuros intégralement libéré dès la souscription.
- o Les actionnaires apportent en compte courant une somme de 7,58 Meuros ; ce compte courant sera, le cas échéant, incorporé au capital de la société nouvelle en fonction de ses besoins de financement stable.
- o Une partie des besoins en fonds de roulement d'exploitation seront partiellement financés par des concours bancaires court termes (mobilisation de créances, escompte...etc...)
- o Les investissements seront financés sur fonds propres.

Sur la base de ces hypothèses, il en résulte le plan de financement prévisionnel suivant (en Meuros) :

Ressources en Meuros	2006	2007	2008
Apport en capital	2.0	0.0	0.0
Apport en C/C	7.2	0.0	0.0
Concours bancaires	1.0	1.2	0.0
Capacité d'autofinancement	0.3	2.1	3.3
Total	9.9	3.3	3.3

Besoins Meuros	2006	2007	2008
Frais d'établissement	0.2	0.0	0.0
Prix de cession	1.5	0.0	0.0
Passif repris	2.7	0.5	0.0
Investissements	1.5	1.5	1.5
Variation du BFR	4.0	1.3	0.8
Diminution des concours bancaires	0.0	0.0	1.1
Total	9.9	3.3	3.3

VII/ Plan social :

Salariés repris :

Reprise de **70 postes de travail** sur les 131 que compte aujourd'hui la SA RECIF.

L'ensemble des personnels repris, conformément aux dispositions de l'article L.122.12 du Code du Travail, le sera avec maintien de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur protection sociale (Mutuelle). Ils continueront à être soumis à la même Convention Collective.

La société repreneur prendra à sa charge les droits aux congés payés et aux RTT dus ou acquis aux personnels repris.

Les éléments de salaires non récurrents (prime, etc...) seront également pris en charge.

A titre indicatif, les passifs correspondant aux droits à congés payés dus ou acquis et aux RTT s'élèvent à un montant estimé de 400.000 euros.

Enfin un dialogue sera engagé dès la fin de l'année avec les représentants des salariés pour mettre en place un accord d'intéressement et d'épargne salariale selon des principes déjà existants et mis en œuvre au sein du groupe FINUCHEM.

Salariés non repris :

Les 61 postes non repris sont les suivants :

Catégories	Suppression de poste prévue
Acheteur, approvisionneur	1
Agent de maintenance	1
Assembleurs et techniciens d'assemblage	3
Assistante BE	1
Assistante douanes et transport	1
Assistances commerciales	2
Câbleurs	2
Cadre administratif	1
Coordinateur de projet de mécanique	1
Coordinateur et chef de projet cahier des charges	2

Electronicien	1
Employés comptables	2
Gestionnaire d'affaires SAV	1
Ingénieur commercial	2
Ingénieur qualité	1
Magasiniers	3
Planificateurs	5
Programmeur FAO	1
Régleurs	4
Responsable appro	1
Responsable cellule cahier des charges	1
Responsable logistique	1
Responsable planification centrale	1
Responsable produit	1
Technical account manager	1
Techniciens contrôle qualité	2
Technicien données techniques de production	1
Technicien informatique RD	1
Technicien logistique	1
Techniciens méthodes	4
Technicien process	1
Techniciens prototypage	1
Techniciens support client	5
Techniciens informatique de gestion	2
Usineurs	2
Total	61

Les salariés non repris feront l'objet d'un licenciement en application de l'article L.621-64 du Code de Commerce, sous réserve toutefois de l'autorisation de l'inspection du travail s'il y a, parmi eux, des salariés protégés.

S'agissant du volet social, il est précisé en outre :

- que la reprise des filiales étrangères porte les effectifs repris à un total de 637 personnes,
- que le groupe FINUCHEM s'emploiera à rechercher des reclassements, pour les salariés non repris, au sein du groupe notamment sur le site de Toulouse.
- que les perspectives d'emploi prévues dans le projet de reprise, compte tenu des prévisions d'activité de RECIF TECHNOLOGIES, sont les suivantes sur les années 2005, 2006 et 2007 :

- o Reprise : 637 salariés dès l'entrée en jouissance ;
- o 2005-2006 : 650 salariés ;
- o 2006-2007 : 680 salariés.

VIII/ Date d'entrée en jouissance :

En accord avec le repreneur, la date d'entrée en jouissance est fixée rétroactivement au 01.07.2005 ; étant précisé que par dérogation à la faculté prévue par l'article L.621-89 du Code de Commerce, dans l'attente de l'accomplissement des actes de cession, le repreneur assumera seul l'entière responsabilité de la gestion de l'entreprise cédée dès son entrée en jouissance.

Attendu qu'en application des dispositions de l'article L.621-92 du Code de Commerce, il sera décidé l'inaliénabilité de l'ensemble des éléments d'actif cédés pendant une durée de deux ans à compter de la signature des actes de cession constatant la cession au repreneur des actifs de la SA RECIF;

Attendu qu'il y a lieu, conformément à l'article L.621-89 du Code de Commerce, de charger l'administrateur désigné de la passation des actes nécessaires à la réalisation de la cession;

Attendu que Me CAVIGLIOLI sera désigné en qualité de commissaire à l'exécution du plan ;

Attendu qu'en application des dispositions des articles 1844-7 7° et 1844-8 2° du Code Civil, des articles L.237-15 et L.237-19 du Code de Commerce et des articles 274 et suivants du décret du 23 mars 1967, il y aura lieu, parallèlement à la désignation du liquidateur judiciaire chargé de l'administration des biens de la société dans l'intérêt des créanciers sociaux, de nommer un mandataire ayant comme mission de représenter la personne morale dissoute pour la défense de ses intérêts propres dans tous les actes pour lesquels elle n'est pas dessaisie par l'effet de la procédure collective; qu'une bonne administration de la Justice nécessite dès à présent la désignation d'un représentant légal investi de cette mission; qu'ainsi il échet de désigner, M. Bernard POLI, dirigeant social, ZI du Moulin -- 31840 AUSSONNE, en qualité de mandataire;

Attendu que le présent jugement arrêtant le plan de cession de :

**la SA RECIF
ROUTE DE SEILH
ZI DU MOULIN
31840 AUSSONNE**

fera l'objet par les soins du Greffe des communications et publicités prévues aux articles 19 et 21 du Décret modifié du 27.12.1985,

Attendu que les dépens seront passés par frais privilégiés de la procédure collective,

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire et en premier ressort,

Après convocations, comparutions prévues par la Loi.

Après en avoir délibéré.

Le Ministère Public informé.

Monsieur le Juge Commissaire entendu en son rapport oral.

Arrête le plan de cession de

**la SA RECIF
ROUTE DE SEILH
ZI DU MOULIN
31840 AUSSONNE**

au profit de la SA FINUCHEM – 33 avenue de l'Opéra 75002 PARIS, selon les dispositions suivantes :

1 – IDENTITE DU REPRENEUR ET FACULTE DE SUBSTITUTION

A – Présentation du groupe FINUCHEM

FINUCHEM a été créée en 1990 par Jean-Pierre Gorgé, son actuel Président et actionnaire majoritaire.

Le groupe s'est successivement développé en robotique sous-marine, aéronautique et automobile. FINUCHEM est aujourd'hui le leader français indépendant en robotique. La société est cotée sur le segment Eurolist C de la bourse de Paris.

Après une phase de forte croissance (chiffre d'affaires multiplié par 6 en 4 ans), le groupe s'est structuré pendant une phase de consolidation des acquisitions. Cette phase est aujourd'hui achevée et le groupe souhaite décliner son savoir faire industriel sur des marchés connexes ayant des logiques d'exploitation similaires aux activités actuelles.

B – Faculté de substitution

Le repreneur se réserve la faculté de se substituer une personne morale de son choix, qui sera constituée à cet effet sous la forme d'une société anonyme, dénommée RECIF TECHNOLOGIES, au capital de 2 000 000 euros détenu à 90 % par la SA FINUCHEM et à 10 % par des cadres et des personnes assurant le management.

Cette faculté de substitution est également valable pour la reprise des actifs immobiliers qui se fera par l'intermédiaire d'une SCI ad hoc, constituée spécifiquement pour les besoins de l'opération.

III/ Périmètre de l'Offre

• Les actifs repris

L'offre de reprise porte sur les actifs de la société RECIF tels que visés ci-dessous et qui devront être cédés libres de toutes sûretés, nantissements et garanties.

Eléments incorporels :

- La clientèle, l'achalandage et le nom commercial ;
- Tous les droits de propriété industrielle (brevets, licences de savoir-faire, licences de brevets, etc.) dont est, ou pourrait être, titulaire RECIF.
- Toutes les marques déposées par RECIF.
- Et plus généralement, tous les droits incorporels attachés à la société RECIF à l'exclusion de toute subvention, dépôt de garantie, cautionnement et créances fiscales éventuels.

Le prix offert pour les éléments incorporels est de 50 000 euros hors droits et taxes.

Eléments corporels :

L'ensemble des terrains, des constructions, du matériel, du mobilier et de l'outillage appartenant à RECIF ainsi que les agencements et installations servant à l'exploitation, sans exception ni réserve, en ce compris les logiciels informatiques ainsi que tous les droits d'utilisation des logiciels à l'exception des matériels faisant l'objet d'un nantissement.

Le terrain situé à AUSSONNE, sur lequel il est envisagé la construction d'un nouveau bâtiment pouvant accueillir des équipes de FINUCHEM (ECA Aéro) et de RECIF, sera repris pour un prix de 750 000 euros comprenant les crédits éventuels ayant servi à son financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3.

Les machines (dont la liste a été annexée à l'offre de reprise), faisant l'objet d'un nantissement, seront reprises pour un prix de 250 000 euros comprenant les crédits éventuels ayant servi à leur financement et dont la charge sera transférée en application des dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3. Ce prix comprend le remboursement du capital des emprunts et ne comprend pas les intérêts correspondants qui seront réglés directement par le repreneur.

Le prix offert pour les autres éléments corporels non nantis est de 150 000 euros hors droits et taxes.

Stocks :

En l'absence d'inventaire actualisé des stocks. Le prix offert pour les stocks non gagés est estimé à une valeur forfaitaire de 150 000 euros hors droits et taxes qui prend en compte l'obsolescence de la majorité du stock engendrée par la sortie incessante de nouvelles versions des machines. Ce montant s'entend sous réserve d'être libéré de toute clause de réserve de propriété. Dans l'hypothèse où certains éléments de stock feraient l'objet d'une telle réserve, le repreneur pourra soit restituer lesdits éléments, soit faire son affaire personnelle de la revendication.

Les stocks gagés ne sont pas repris. Le repreneur est à la disposition des créanciers titulaires du gage pour étudier un rachat éventuel de certains éléments du stock pouvant être utilisés.

Travaux en-cours :

Le prix de l'offre pour les travaux en cours est de 500 000 euros.

Titres de participation :

L'offre de reprise porte également sur les titres de participation correspondants aux filiales suivantes : RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taiwan, SYROB, SEMITECH, STTS

Les créances que pourraient détenir RECIF sur les filiales RECIF Tunisie, RECIF inc, RECIF Taiwan, SYROB, SEMITECH, STTS, seront rachetées par RECIF technologies à l'euro symbolique.

Le prix offert pour les titres de participation est de 350 000 euros hors droits et taxes (à raison de 5 000 euros pour les titres RECIF Tunisie, 5 000 euros pour les titres RECIF inc, 5000 euros pour les titres RECIF Taiwan, 328 000 euros pour les titres SYROB, 5 000 euros pour les titres SEMITECH, 2000 euros pour les titres STTS).

Comptes clients :

Le compte client est exclu du périmètre de la reprise.

• Les contrats poursuivis

En l'absence de liste des contrats en cours, FINUCHEM propose d'étudier ultérieurement la liste des contrats qui pourront être repris.

En sus du prix offert, FINUCHEM acquittera la charge des loyers à échoir sur les listes des contrats de crédit-bail mobilier éventuellement repris, à compter du jour de l'entrée en jouissance de la RECIF Technologies à l'exclusion de tout arriéré de loyer.

En toute hypothèse, conformément aux dispositions de l'article L.621-96 alinéa 3 du Code de Commerce, le repreneur poursuivra les contrats de prêts suivants :

- * BANQUE POPULAIRE : reprise du contrat de prêt n° 07002770 0000 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * CREDIT LYONNAIS : reprise du contrat de prêt n° 16472600 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * SOCIETE GENERALE : reprise des contrats de prêts numéros : 16401102, 16475800, 16477200, 16477500 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance
- * BNP : reprise du contrat de prêt n° 16475200 et reprise des intérêts restant dus à compter de la prise en jouissance.

Contrat de bail

FINUCHEM ne souhaite pas poursuivre le ou les contrats afférents à la location des locaux occupés par RECIF. En revanche, le repreneur souhaite pouvoir être maintenu dans les lieux pour une durée de six mois renouvelable une fois. Pour cette occupation le repreneur remboursera à l'administrateur judiciaire le loyer et les charges qu'il a dû engager pour conserver la jouissance des locaux.

Dans l'attente de la construction éventuelle de nouveaux bâtiments sur le terrain mitoyen, il est demandé de reprendre la location des locaux occupés par RECIF sous la forme d'un bail précaire de 6 mois renouvelable 1 fois.

• **Précisions :**

- Les actifs susvisés qui seront repris par le repreneur devront être délivrés libres de toutes inscriptions, de nantissement, privilège ou autres sûretés. Conformément aux dispositions de la loi du 25 janvier 1985, il est précisé qu'aucune cession des actifs repris n'est prévue au cours des deux années suivant la cession ;
- Le repreneur s'engage à poursuivre tous les contrats commerciaux et à assurer toutes les garanties et le service après-vente concernant les machines déjà vendues et livrées partout dans le monde par la SA RECIF ; le repreneur indique à cet égard que les garanties (pièces et main-d'œuvre) en cours sur les machines déjà livrées aux clients au cours des deux derniers exercices représentent un montant estimé de 8 000 euros par machine et par an et que pour un parc installé de 281 machines ayant encore en moyenne 15 mois de garantie, ce montant cumulé se porte à 2 800 000 euros ; qu'il s'agit là d'une charge augmentative du prix.

III/ Prix de cession

• **Prix et ventilation**

L'offre est faite moyennant un prix global et forfaitaire de **2 200 000 euros** hors droits et taxes en y ajoutant les passifs repris, ce montant se porte à 5 400 000 euros. Le prix offert se décompose comme suit :

	TOTAL	Valeur dans le bilan de RECIF SA au 31.12.2004
I - Fonds d'industrie		
• Eléments incorporels	50 000 euros	222 451 euros
• Eléments financiers (titres de participations)	350 000 euros	267 877 euros
• Eléments corporels		
o Terrain	750 000 euros	490 569 euros
o Autres éléments corporels	400 000 euros	10 382 euros
II - Stocks	150 000 euros	1 286 052 euros
III - Travaux en cours	500 000 euros	5 729 780 euros
Total prix offert	2 200 000 euros	8 007 201 euros

Il est précisé :

- qu'en dehors des nantissements existants sur des matériels de productions non repris et les stocks, le candidat cessionnaire n'a pas noté d'autres nantissements ;
- que pour le cas où d'autres nantissements existeraient au jour de la reprise, le prix que le repreneur offre inclut la charge des remboursements concernant le financement desdits matériels, nonobstant les dispositions de l'article L.621-96 alinéa 2 du Code de Commerce.

- **Modalités de paiement**

Le prix des éléments cédés sera payé comptant le jour de la signature des actes de cession; étant précisé que lesdits actes devront intervenir au plus tard sous trois mois à compter du prononcé de ce jugement.

- **Garantie souscrite en vue d'assurer l'exécution de l'offre.**

Un chèque de banque du montant du prix de cession offert a été remis par le repreneur à l'administrateur judiciaire.

IV/ Plan financier

Ainsi qu'il résulte des documents comptables prévisionnels présentés ci-après le besoin en fonds de roulement de RECIF Technologies est estimé à environ 4 Meuros pour les 12 premiers mois. Le plan de charge particulièrement faible pour les six mois à venir communiqué par la direction conduit à anticiper une perte d'exploitation de l'ordre de 2 Meuros sur les six premiers mois. Le besoin de financement direct de l'exploitation est donc estimé à 6 Meuros.

- **Budgets prévisionnels d'exploitation et de trésorerie.**

Perspectives d'activité et d'exploitation

Les principales hypothèses qui sous-tendent le compte d'exploitation prévisionnel de RECIF Technologies 2005-2006 (exercice décalé de 12 mois, commençant au 1^{er} juillet et finissant au 30 juin), 2006-2007 et 2007-2008 sont les suivantes :

- les budgets ont été estimés en fonction des prévisions commerciales établies par le management de l'entreprise. Pour tenir compte des perturbations liées au redémarrage progressif d'une activité normale, nous les avons affectée d'un coefficient de prudence. Le projet de reprise prend également en compte la sous-traitance confiée par FINUCHEM à RECIF. Cette charge nouvelle en étude et fabrication pourrait représenter jusqu'à 3 Meuros par an. De même ces prévisions ne prennent pas en compte d'autres opérations de croissance externe dans le domaine du semi-conducteur qui seront réalisées ultérieurement par FINUCHEM. En effet, une autre société évoluant dans le même secteur d'activité pourrait être acquise par FINUCHEM avant la fin de l'année.

		Chiffre d'affaires (Meuros)
2005-2006		
(12mois)		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	19,5 Meuros
	Synergie Groupe	1,5 Meuros
	Total	21 Meuros
2006-2007		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	23 Meuros
	Synergies Groupe	2 Meuros
	Total	25 Meuros
2007-2008		
	Chiffre d'affaires RECIF Technologies	25 Meuros
	Synergies Groupe	3 Meuros
	Total	28 Meuros

Le budget des autres charges, en particulier les frais généraux et les frais de personnel, a été estimé en fonction de la structure de l'entreprise existante, ramené à l'hypothèse du nombre de salariés repris et des nouvelles embauches estimées nécessaires au niveau d'activité supposé et du coût de fonctionnement d'une entité et d'une organisation juridique simplifiée.

Les impôts et taxes tiennent compte de la taxe professionnelle.

Les charges financières, correspondent au financement du besoin en fonds de roulement et à l'endettement à moyen terme.

Les amortissements ont été calculés forfaitairement en fonction de la valeur des actifs repris et d'investissements supplémentaires à prévoir.

Il en résulte le compte d'exploitation prévisionnel suivant (en Meuros) :

	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires (Meuros)	21.5	25.0	28.0
Achats directs	-9.2	-10.6	-11.2
Frais généraux	-2.0	-2.0	-2.1
Frais de personnel	-9.0	-8.8	-9.0
Impôts et taxes	-0.8	-0.8	-0.9
Amortissements	-0.7	-1.0	-1.5
Frais financiers	-0.8	-0.5	-0.6
Impôts sur les bénéfices	0.0	-0.1	-0.9
Résultat net	-1.0	1.2	1.8

RECIF Technologies devra également assumer un certain nombre d'investissements et notamment dans les secteurs suivants :

- o Refonte totale du système informatique ;
- o Reprise des investissements industriels stoppés depuis plus de trois ans.
- o Constructions ou réaménagements de bâtiments à Toulouse et dans les filiales.

Le montant global de ces investissements est de l'ordre de 1,5 Meuros par an.

La prise en compte des éléments précédents permet d'établir le coût financier global encouru par le repreneur dès la reprise :

	Côut financier pour le repreneur en euros
Reprise des fonds d'industrie	2 200 000
Reprise des stocks	150 000
Reprise des travaux en cours	200 000
Reprise des titres de participation	350 000
Prix payé	1 880 000
Prise en charge des passifs liés aux congés payés dus ou acquis et RTT des personnels repris	400 000
Prise en charge des passifs pour garantie et service après vente	2 800 000
Total 1 (prix offert et passifs repris)	5 400 000
Financement du BFR et pertes d'exploitation	6 000 000
Investissements	1 500 000
Total 2 (autres charges financières)	7 500 000
Total général	12 900 000

V/ Plan de Financement :

Le plan de financement prévisionnel est construit selon les hypothèses suivantes :

- o Le capital social de la nouvelle société est de 2 Meuros intégralement libéré dès la souscription.
- o Les actionnaires apportent en compte courant une somme de 7,58 Meuros ; ce compte courant sera, le cas échéant, incorporé au capital de la société nouvelle en fonction de ses besoins de financement stable.
- o Une partie des besoins en fonds de roulement d'exploitation seront partiellement financés par des concours bancaires court termes (mobilisation de créances, escompte...etc...)
- o Les investissements seront financés sur fonds propres.

Sur la base de ces hypothèses, il en résulte le plan de financement prévisionnel suivant (en Meuros) :

Ressources en Meuros	2006	2007	2008
Apport en capital	2.0	0.0	0.0
Apport en C/C	7.2	0.0	0.0
Concours bancaires	1.0	1.2	0.0
Capacité d'autofinancement	0.3	2.1	3.3
Total	3.3	3.3	3.3

Besoins Meuros	2006	2007	2008
Frais d'établissement	0.2	0.0	0.0
Prix de cession	1.5	0.0	0.0
Passif repris	2.7	0.5	0.0
Investissements	1.5	1.5	1.5
Variation du BFR	4.0	1.3	0.8
Diminution des concours bancaires	0.0	0.0	1.1
Total	3.3	3.3	3.3

VII/ Plan social :

Salariés repris :

Reprise de **70 postes de travail** sur les 131 que compte aujourd'hui la SA RECIF.

L'ensemble des personnels repris, conformément aux dispositions de l'article L.122.12 du Code du Travail, le sera avec maintien de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur rémunération, de leur ancienneté et de leur protection sociale (Mutuelle). Ils continueront à être soumis à la même Convention Collective.

La société repreneur prendra à sa charge les droits aux congés payés et aux RTT dus ou acquis aux personnels repris.

Les éléments de salaires non récurrents (prime, etc...) seront également pris en charge.

A titre indicatif, les passifs correspondant aux droits à congés payés dus ou acquis et aux RTT s'élèvent à un montant estimé de 400.000 euros.

Enfin un dialogue sera engagé dès la fin de l'année avec les représentants des salariés pour mettre en place un accord d'intéressement et d'épargne salariale selon des principes déjà existants et mis en œuvre au sein du groupe FINUCHEM.

Salariés non repris :

Les 61 postes non repris sont les suivants :

Catégories	Suppression de poste prévue
Acheteur, approvisionneur	1
Agent de maintenance	1
Assembleurs et techniciens d'assemblage	3
Assistante BE	1
Assistante douanes et transport	1
Assistants commerciales	2
Câbleurs	2
Cadre administratif	1
Coordinateur de projet de mécanique	1
Coordinateur et chef de projet cahier des charges	2
Electronicien	1
Employés comptables	2
Gestionnaire d'affaires SAV	1
Ingénieur commercial	2
Ingénieur qualité	1
Magasiniers	3
Planificateurs	5
Programmeur FAO	1
Régleurs	4
Responsable appro	1
Responsable cellule cahier des charges	1
Responsable logistique	1
Responsable planification centrale	1
Responsable produit	1
Technical account manager	1
Techniciens contrôle qualité	2
Technicien données techniques de production	1
Technicien informatique RD	1
Technicien logistique	1
Techniciens méthodes	4
Technicien process	1
Techniciens prototypage	1
Techniciens support client	5
Techniciens informatique de gestion	2
Usineurs	2
Total	61

Les salariés non repris feront l'objet d'un licenciement en application de l'article L.621-64 du Code de Commerce, sous réserve toutefois de l'autorisation de l'inspection du travail s'il y a, parmi eux, des salariés protégés.

S'agissant du volet social, il est précisé en outre :

- que la reprise des filiales étrangères porte les effectifs repris à un total de 637 personnes,
- que le groupe FINUCHEM s'emploiera à rechercher des reclassements, pour les salariés non repris, au sein du groupe notamment sur le site de Toulouse.
- que les perspectives d'emploi prévues dans le projet de reprise, compte tenu des prévisions d'activité de RECIF TECHNOLOGIES, sont les suivantes sur les années 2005, 2006 et 2007 :

- o Reprise : 637 salariés dès l'entrée en jouissance ;
- o 2005-2006 : 650 salariés ;
- o 2006-2007 : 680 salariés.

VII/ Date d'entrée en jouissance :

En accord avec le repreneur, la date d'entrée en jouissance est fixée rétroactivement au 01.07.2005 ; étant précisé que par dérogation à la faculté prévue par l'article L.621-89 du Code de Commerce, dans l'attente de l'accomplissement des actes de cession, le repreneur assumera seul l'entière responsabilité de la gestion de l'entreprise cédée dès son entrée en jouissance.

.....

Prononce, en application des dispositions de l'article L.621-92 du Code de Commerce, l'inaliénabilité de l'ensemble des éléments d'actif cédés pendant une durée de deux ans à compter de la signature des actes constatant la cession au repreneur des actifs de la SA RECIF.

Dit que conformément à l'article L.621-89 du Code de Commerce, Me CAVIGLIOLI passera tous actes nécessaires à la réalisation de la cession.

Nomme Me CAVIGLIOLI, commissaire à l'exécution du plan, pour la durée de celui-ci.

Vu les dispositions des articles 1844-7 7° et 1844-8 2° du Code Civil, des articles L.237-15 et L.237-19 du Code de Commerce et des articles 274 et suivants du décret du 23 mars 1967.

Désigne en qualité de mandataire M. Bernard POLI, dirigeant social, ZI du Moulin – 31840 AUSSONNE, avec pour mission de représenter la personne morale dissoute pour la défense de ses intérêts propres dans tous les actes pour lesquels elle n'est pas dessaisie par l'effet de la procédure collective.

Dit que le présent jugement fera l'objet, par les soins du Greffe, des communications et publicités prévues aux articles 19 et 21 du Décret modifié du 27.12.1985.

Passé les dépens par frais privilégiés de la procédure collective.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

**This Page is Inserted by IFW Indexing and Scanning
Operations and is not part of the Official Record**

BEST AVAILABLE IMAGES

Defective images within this document are accurate representations of the original documents submitted by the applicant.

Defects in the images include but are not limited to the items checked:

☒ **BLACK BORDERS**

☐ **IMAGE CUT OFF AT TOP, BOTTOM OR SIDES**

☐ **FADED TEXT OR DRAWING**

☐ **BLURRED OR ILLEGIBLE TEXT OR DRAWING**

☐ **SKEWED/SLANTED IMAGES**

☐ **COLOR OR BLACK AND WHITE PHOTOGRAPHS**

☐ **GRAY SCALE DOCUMENTS**

☐ **LINES OR MARKS ON ORIGINAL DOCUMENT**

☐ **REFERENCE(S) OR EXHIBIT(S) SUBMITTED ARE POOR QUALITY**

☐ **OTHER:** _____

IMAGES ARE BEST AVAILABLE COPY.

As rescanning these documents will not correct the image problems checked, please do not report these problems to the IFW Image Problem Mailbox.